



europe.maregionsud.fr



UNION EUROPÉENNE  
Fonds Européen de  
Développement Régional



PRÉFET DE LA RÉGION  
PROVENCE-ALPES  
CÔTE D'AZUR

RÉGION  
PROVENCE  
ALPES  
CÔTE D'AZUR



l'Europe  
s'engage  
sur  
le Massif Alpin

EN PARTENARIAT AVEC LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

## FICHE OPÉRATION CIRP POIA

N° opération :	PA0014858
Bénéficiaire :	24380074500107 COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'OISANS
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	1

### IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

#### Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale

N° SIRET :	24380074500107
Raison sociale :	COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'OISANS
Adresse :	BP 50 38520 BOURG D'OISANS

## RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme opérationnel Interrégional FEDER du Massif des Alpes 2014-2020
Codification :	AP01 - Axe prioritaire : Protéger et valoriser les ressources alpines pour un développement durable des territoires de montagne / OT06 - Objectif thématique : Préserver et protéger l'environnement et encourager l'utilisation efficace des ressources / PI06c - Priorité d'investissement : Conserver, protéger, favoriser et développer le patrimoine naturel et culturel / AP01-OT06-PI06c-OS1 - Objectif spécifique : Accroître la découverte estivale du massif par la valorisation du patrimoine naturel et culturel

## DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	Voies vertes en Oisans
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	ALLEMONT BOURG D OISANS LES 2 ALPES
Zone(s) :	
Type	Libellé
Commune INSEE	Le Bourg-d'Oisans
Commune INSEE	Les Deux-Alpes
Commune INSEE	Allemond

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	13/10/2017
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2017-POIA-OS1-AEV : Accroître la découverte estivale du mass./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CIRP POIA en consultation écrite du 26 octobre 2018	Décisionnel	Dématérialisé	26/10/2018	Ajourné
CIRP POIA en consultation écrite du 31 janvier 2019	Décisionnel	Dématérialisé	31/01/2019	

Description de l'opération	
Le projet de voies vertes va permettre au territoire de l'Oisans de se positionner comme leader sur le cycle. Il reliera le village de Venosc à Allemont en passant par le Bourg d'Oisans. Trois boucles sont prévues autour de la commune centre du Bourg d'Oisans. (cf. carte jointe en version papier)	

Objectifs recherchés :	
<p>Le territoire de l'Oisans possède de nombreux atouts cycle notamment sa renommée internationale grâce au tour de France et aux 21 virages de l'Alpe d'Huez mais aussi à travers ses domaines VTT. Le territoire de l'Oisans est de morphologie accidenté et n'est pas accessible au plus grand nombre. La plaine centrale de l'Oisans est plate mais ne dispose pas d'un réseau suffisant de routes secondaires afin d'offrir une offre de mobilité cyclable optimale. Deux constats sortent de ce diagnostic : la route principale de l'Oisans est très fréquentée par les cyclo sportif, ce qui pose des problèmes de sécurité des cyclo et des véhicules ; et les habitants accompagnant les cyclo sportif ne disposent pas d'itinéraire sécurisé pour une pratique familiale ou quotidienne.</p> <p>Ainsi la communauté de communes de l'Oisans a décidé de créer sur son territoire un réseau de voies vertes pour répondre à</p>	

ses besoins. Le projet de voies vertes en Oisans vise à être complémentaire par rapport à l'offre cyclable sportive du territoire et à proposer une offre plus accessible aux familles.

Ainsi, le territoire vise un développement des déplacements doux alternatif à la voiture et une offre touristique complémentaire pour ainsi accroître sa fréquentation estivale et positionner le territoire comme référence dans le vélo de montagne.

### Résultats escomptés (cible visée)

Par le biais de ce projet, la communauté de communes de l'Oisans vise un développement des déplacements doux alternatif à la voiture et une offre touristique complémentaire pour ainsi accroître sa fréquentation estivale et positionner le territoire comme référence dans le vélo de montagne.

Par ailleurs, la voie verte touche une grande variété de personnes et d'utilisations :

- les habitants du territoire
- les cyclo sportifs et les accompagnants
- les promeneurs et visiteurs
- les Personnes à Mobilité Réduite
- les cavaliers

Etc...

Ainsi, il s'agit d'ouvrir un accès à tous ces publics, dans le cadre du tourisme, des loisirs et des déplacements de la population locale.

### Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution

Début : 21/07/2016

Fin : 20/07/2019

Juillet 2016 : choix et début de la mission du maître d'œuvre

Juillet 2016 – juillet 2017 : études préalables environnementales et diagnostic passerelle

Juillet 2017- décembre 2018 : lancement des consultations et recrutement des entreprises pour les lots de travaux

1er trimestre 2018 : démarrage des travaux

4ème trimestre 2018 : livraison de la voie verte



UNION EUROPÉENNE  
Fonds Européen de  
Développement Régional



PRÉFET DE LA RÉGION  
PROVENCE-ALPES  
CÔTE D'AZUR

RÉGION  
PROVENCE  
ALPES  
CÔTE D'AZUR



EN PARTENARIAT AVEC LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

## DEPENSES ET RESSOURCES

Postes de dépense	
Type d'assujettissement	HT
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense			
Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant ( HT)
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel	Direct	Investissement	243 782,40 €
Mobilier de communication et sécurisation de l'itinéraire			
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel	Direct	Investissement	225 657,00 €
Réhabilitation et mise en sécurité des ouvrages de franchissement			
Total :			469 439,40 €

Ressources	
Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Non
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Oui

**Détails des  
ressources**

Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
REGION	Rhône-Alpes		Auc / Aucun régime d'aide	30,00	140 831,82			
UNION EUROPEENNE	Fonds européen de développement régional		Auc / Aucun régime d'aide	50,00	234 719,70			
<b>Total co- financier</b>				<b>80,00</b>	<b>375 551,52</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Bénéficiaire				20,00	93 887,88			
<b>COUT TOTAL ELIGIBLE</b>				<b>100,00</b>	<b>469 439,40</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

## INSTRUCTION

**Service instructeur :** Service POIA

**Avis du service instructeur :** Défavorable

### Motivation du service instructeur :

L'opération s'inscrit :

- Dans le premier axe prioritaire du POIA FEDER « Protéger et valoriser les ressources alpines pour un développement durable des territoires de Montagne »
- Dans l'Objectif Thématique 06 "Préserver et protéger l'environnement et encourager l'utilisation efficace de ressources"
- Dans la priorité d'investissement PI6c qui vise à « Conserver, protéger, favoriser et développer le patrimoine naturel et culturel »
- Dans l'Objectif spécifique n° 1 « Accroître la découverte estivale du massif par la valorisation du patrimoine naturel et culturel »

Le porteur et l'opération sont éligibles au POIA et à l'appel à propositions AP01-OT06-PI06c-OS1 - 2017 . La note de la grille de notation s'élève à 16 / 20.

Cependant, l'analyse de la commande publique liée à la mise en oeuvre de l'action a révélé une irrégularité majeure. Cette non conformité avec la réglementation qui s'applique aux marchés publics implique que l'ensemble de dépenses du plan de financement soumis au POIA est écarté. Aucune dépense n'est retenue, l'opération devient irrecevable.

Le dossier a été ainsi présenté dans un premier temps au CIRP du 26 octobre 2018 avec un avis défavorable. A la demande de la région Auvergne Rhône Alpes au cours de la consultation écrite dans le cadre du CIRP, le projet a été ajourné "afin de laisser au porteur le temps de solliciter une contre-expertise juridique."

Le porteur a ainsi transmis un courrier pour contester l'interprétation du service instructeur POIA quand aux procédures et règles applicables en cas de marchés à bon de commande sans minimum ni maximum.

Le service instructeur POIA a donc saisi dans un premier temps le service juridique de la direction de l'autorité de gestion. Un travail d'approfondissement et d'explications plus détaillées de l'argumentaire du service instructeur a donc été réalisé (cf. document intitulé "Fiche d'analyse des problématiques soulevées par l'instruction de l'opération PA0014858"). Celui-ci a abouti aux mêmes conclusions d'irrégularité du marché public en question et donc à l'inéligibilité de l'intégralité des dépenses présentées au plan de financement. Ces conclusions sont:

" L'analyse du service instructeur conclue donc à une irrégularité de l'ensemble du marché induite pour non-respect de la réglementation sur le lot 5. En effet, le marché aurait dû être passé selon une procédure formalisée, et non une procédure adaptée. Le service instructeur note que si la consultation avait été réalisée selon une procédure formalisée, l'attribution du marché aurait probablement été différente du fait de l'absence de négociation qui, en l'espère, a modifié le classement initial. Le marché étant considéré comme irrégulier, les dépenses qui s'y rattachent ne peuvent être recevables. Le plan de financement, uniquement constitué des coûts attachés aux lots 5 et 6, est de fait ramené à zéro côté dépenses et ne justifie donc plus un besoin en ressources financières, notamment POIA.

Il est à noter que les anomalies, relevées lors de l'analyse de la procédure de passation du marché sur de nombreux autres points, n'entachent pas d'irrégularité la consultation (Cf. observations en rouge ci-dessus). Néanmoins, elles démontrent un manque certain de maîtrise de la réglementation et des outils afférents d'interprétation (ex. : notes de la DAJ) et dans certains cas n'ont pas permis au service instructeur de s'assurer du respect par le porteur des grands principes de la commande publique. "

Cette analyse a ensuite été transmise au service juridique de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, qui a conforté la position du service instructeur POIA, son avis défavorable et les motifs du refus d'accorder des financements européens sur un marché public irrégulier, non conformation à la réglementation.

Le projet est donc soumis au CIRP du 31 janvier 2019 avec un avis identique à celui formulé en octobre 2018, à savoir défavorable. Le rapport d'instruction rédigé en octobre dernier reste donc valable. Il a été complété à l'onglet "Commande publique" des "Obligations réglementaires" de l'opération, afin de présenter les actions menées et les décisions prises suite à cette irrégularité constatées et à l'ajournement du dossier au précédent CIRP.

L'avis final rendu sur ce projet est donc de nouveau défavorable.

### SYNTHESE :

# irrégularité majeure du marché public auquel l'ensemble des dépenses soumises au cofinancement du POIA sont rattachées, plan de financement ramené à zéro, de facto opération irrecevable, avis défavorable #



**UNION EUROPÉENNE**  
Fonds Européen de  
Développement Régional



PRÉFET DE LA RÉGION  
PROVENCE-ALPES  
CÔTE D'AZUR

**RÉGION  
PROVENCE  
ALPES  
CÔTE D'AZUR**



**s'engage**  
l'Europe  
sur  
le Massif Alpin

EN PARTENARIAT AVEC LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES